

Pays : La Norvège

Commission : Sommet UE-OTAN

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique?

La Norvège est une monarchie constitutionnelle dirigée par le roi Harald V et est un pays situé en Europe du Nord, dans une région appelée la Scandinavie. Ce pays, n'étant pas membre de l'Union Européenne est acteur permanent dans l'Organisation du traité Atlantique Nord. La Guerre froide a permis à de nombreux pays de l'Est et du Nord à comprendre les menaces actuelles, car ils ont déjà vécu des tensions avec l'URSS et savent reconnaître les dangers venant de la Russie. Avec la montée de ces nouvelles menaces, donc le terrorisme, les cybermenaces, la guerre russo ukrainienne ou encore l'incertitude du gouvernement de Donald Trump, il est nécessaire pour les pays membre de l'Union européenne d'être plus autonome vis à vis de l'alliance transatlantique incarnée par l'OTAN sans pour autant compromettre celle-ci. Ces enjeux majeurs affectent directement la Norvège et le monde entier. En effet, en tant que pays nordique et l'un des 12 fondateurs de l'OTAN, la Norvège joue un rôle clé dans la protection des routes maritimes en Arctique mais aussi dans la surveillance du flanc nord de l'Alliance, notamment du fait de la frontière avec la Russie. La montée des nouvelles menaces auraient donc un impact direct sur la sécurité nationale et régionale norvégienne.

En conséquence, le royaume de Norvège plaide pour une armée européenne autonome et partenaire de l'alliance transatlantique. Elle dit oui à plus d'investissements, une meilleure coordination industrielle et surtout un développement technologique européen. L'OTAN reste indispensable mais la dépendance ne doit pas devenir une vulnérabilité. La Norvège conseille donc de maintenir les liens transatlantiques qui se sont établis depuis plus de 7 décennies car remplacer les instances internationales en instances exclusivement européennes serait un processus long et extrêmement coûteux face aux menaces grandissantes. Comme le stipule l'article 5 de l'OTAN, toute attaque contre un membre, européen ou américain est considérée comme une attaque contre tous, assurant ainsi la sécurité collective la Norvège et ses partenaires européens dépendent. Renforcer la défense européenne doit donc être complémentaire à cette idée, non pas la remettre en cause.

La Norvège, de son côté, a prévue une augmentation historique de son budget de la défense, avec un investissement d'environ 600 milliards de NOK (environ 52-59 milliards d'euros) sur 12 ans (jusqu'en 2036) pour renforcer ses capacités face à la Russie. En 2025, les dépenses militaires devraient représenter 3,35 % du PIB soit environ 1,7 fois plus élevé que l'objectif fixé par l'OTAN qui est de 2% pour tous les états membres. La Norvège ne se contente pas de soutenir verbalement une Europe capable de défendre sa sécurité, elle prend aussi des mesures concrètes. De plus, la Norvège souhaite (en plus du projet d'armée européenne) instaurer un processus de spécialisation dans cette instance, à l'image de l'économiste David Ricardo. Chaque pays pourrait se concentrer sur ce qu'il fait le mieux afin de permettre un investissement plus ciblé, une Europe plus forte et une réduction des coûts concernant la défense.

Le Royaume de Norvège est donc prêt à prendre ses responsabilités dans l'instauration d'une armée européenne qui sera complémentaire à l'OTAN. Elle soutient donc ce chemin de

coopération, de responsabilité partagée et de renforcement mutuel et appelle tous les États, qu'ils soient partisans d'une autonomie plus affirmée ou qu'ils souhaitent un soutien continu des États-Unis, à reconnaître que la voie du succès passe par une coopération stratégique inclusive, durable et réaliste.